

La Presse

Forum, jeudi 26 février 2004, p. A23

Descente aux enfers

Quelle que soit la solution retenue, le départ de Jean-Bertrand Aristide est incontournable

Comment en est-on arrivé là? Telle est la question qu'on se pose face aux événements qui secouent Haïti ces jours-ci. Par delà le mouvement de l'actualité, ce qui frappe, c'est l'aspect récurrent du drame haïtien et l'impression de déjà vu qui s'en dégagent. Ce pays semble condamné à poursuivre une descente aux enfers dont personne ne peut prévoir la fin. La situation d'Haïti aujourd'hui, pourtant, n'est qu'un moment d'une longue crise politique qui commence approximativement au début des années 1980. Crise politique qui n'est en définitive que la manifestation d'une crise de société beaucoup plus profonde.

Vers 1980, la longue dictature des Duvalier touche à sa fin. Personne ne s'en doute véritablement. Les signes avant-coureurs sont pourtant là: montée et répression d'une certaine presse indépendante, mobilisation de la base de l'Église catholique, remise en cause de la présidence à vie et du gouvernement de Jean-Claude Duvalier, etc. Malgré un appareil répressif considérable, épuisée, la dictature s'effondre en 1986. L'instabilité politique s'installe durablement alors. De chute de gouvernement en chute de gouvernement, en passant par des élections, le pays s'enfonce dans la crise.

Entre 1986 et aujourd'hui, pas moins de dix gouvernements se succèdent au pouvoir. Qu'en 17 ans, un pays ait fait une telle consommation de chefs d'État est étonnant. Voilà qui traduit un malaise profond. L'exercice du pouvoir montre bien l'incapacité des dirigeants à maîtriser la conjoncture politique.

En effet, malgré les pressants problèmes du pays au cours de cette période, rien de systématique n'est entrepris pour sortir de cette difficile situation. Aucun plan de relance de l'agriculture, par exemple, n'est mis en forme; le tarissement des cours d'eau comme la déforestation et l'érosion consécutive n'ont fait l'objet d'aucune mesure particulière. L'économie nationale s'effondre, le chômage, déjà élevé en temps normal, s'étend, les investissements ralentissent, des industries se relocalisent ailleurs, l'analphabétisme généralisé ne diminue guère.

D'où l'approfondissement de la crise et la fuite en avant à laquelle nous assistons depuis 1994. Fuite en avant marquée par la volonté du président de garder coûte que coûte le pouvoir et de l'exercer sans partage, aggravant du coup les tensions politiques.

Le président, on ne le répétera pas assez, est responsable en grande partie de l'intensification et de l'exacerbation des tensions, illustrant ainsi l'impuissance des responsables et leur incompetence. L'arbitraire, l'autoritarisme et la répression, faute de consensus, sont alors la réponse d'un gouvernement aux abois fermé aux compromis. On connaît aujourd'hui les conséquences de cette méthode de gouvernement, et le pays en paie tragiquement le prix.

Une longue crise

Un géographe français bien au fait des choses haïtiennes parlait déjà en 1960 de la longue crise de la république d'Haïti dont il faisait remonter les origines à 1950. Cette crise est multiforme. Elle est économique, sociale et politique.

Au plan économique, quelques données suffiront à en faire prendre la mesure. Dans son ouvrage sur l'économie d'Haïti, Fred Doura écrit à propos du manque de dynamisme du secteur agricole que "le taux annuel moyen de croissance de la production a été négatif, soit- 0,5 % de 1979 à 1989, et très fortement négatif de- 3,2 % pour la période de 1989 à 1999... Seulement 50 % des besoins alimentaires sont couverts par la production nationale à la fin des années 1990." (Fred Doura, *Économie d'Haïti*, Montréal, Les éditions DAMI, 2001.)

Dans le domaine industriel, les taux de croissance ne sont pas là non plus extraordinaires: 2,8 %, de 1950 à 1960, 0,1 %, de 1960 à 1970, 8,3 %, de 1970 à 1980,- 1,6 %, de 1980 à 1989,- 1,1 % de 1989 à 1999. Un bilan plutôt faible et qu'on retrouve également dans les autres secteurs économiques.

On pourrait multiplier les exemples et passer en revue tous les indicateurs sociaux pour établir la permanence de la crise haïtienne et sa profondeur. Retenons pour les fins de cette analyse un autre aspect tout aussi fondamental de cette crise sociétale: la faiblesse sinon l'inexistence de l'État. Les fonctions minimales de l'État ne sont tout simplement pas exécutées en Haïti. Il s'ensuit, selon l'avis d'un ami économiste, que les greffes ne prennent pas en Haïti. D'où il ressort que les projets de développement, une fois terminés, ne laissent pratiquement plus de traces quelques années sinon quelques mois après. L'absence d'État se fait cruellement sentir ici.

L'accumulation des problèmes est telle que du point de vue du développement économique et de l'organisation du pays, tout est urgence aujourd'hui. Situation conditionnante au plus haut point, cet état général du pays ces derniers 50 ans explique le désarroi actuel de dirigeants incompetents, incapables d'y faire face, sans prise réelle sur les forces qui traversent la situation haïtienne et obligés de se livrer à des jeux politiques stériles.

Pourtant, il faut bien sortir de l'impasse politique actuelle. C'est toutefois sur cet arrière-plan global que devront prendre corps les décisions fondamentales.

Les perspectives de sortie de crise

À moins de développements foudroyants, imprévisibles et irrésistibles, la sortie de crise impliquera la participation des principaux acteurs concernés. Plusieurs scénarios sont possibles. Nous pouvons en retenir deux. Le premier passe par une action décisive de la communauté internationale pour d'une part réunir toutes les parties concernées à savoir le gouvernement, les partis et mouvements politiques regroupés dans la Plateforme démocratique et les insurgés; et d'autre part de geler le rapport de force en son état et procéder à partir de là pour obtenir la démission et le départ de Jean-Bertrand Aristide et l'organisation de la transition.

Un second scénario verrait la victoire des insurgés, le renversement du gouvernement et la réduction de la marge de manoeuvre des forces politiques regroupées au sein de la Plateforme démocratique. Essentiellement, ce scénario ne laisserait face à face que les représentants de la communauté internationale et les insurgés victorieux. On verrait alors de dessiner une solution dictée par ces derniers, qui comprendrait entre autres la reconstitution des forces armées haïtiennes et d'autres institutions possiblement selon les lignes indiquées dans une déclaration récente de l'ex-chef d'État major Hérard Abraham en dehors d'une réelle négociation.

Certains points de vue de la Plateforme démocratique seront certes pris en compte vu les sensibilités qui s'y expriment et les groupes et classes sociales concernés. La communauté internationale, il va sans dire, dans ce scénario comme dans n'importe quel autre, aura un grand rôle à jouer, un rôle qui ne peut être de courte durée. Si l'on en croit les rapports de presse, le désintérêt pour Haïti qui a suivi le retour en 1994 d'exil d'Aristide a été une erreur. Et si tel est le cas, ne devrait-on pas éviter de la répéter? Le dénuement presque total du pays et sa dépendance énorme à l'aide étrangère mettent ainsi l'"étranger" en position d'exercer une influence considérable dans les affaires haïtiennes pour longtemps.

Toutefois quelle que soit la solution retenue, le départ de Jean-Bertrand Aristide est incontournable et une formule de transition doit être trouvée pour gérer l'après-Aristide. Au-delà de cela, les perspectives sont loin d'être claires. Des questions se posent. Le groupe des 184 survivra-t-il à cette tourmente? La classe politique saura-t-elle s'élever à la hauteur des défis posés à la nation? Quel sera l'engagement à long terme de la communauté internationale?

À moins d'une lucidité totale, d'une détermination à toute épreuve et d'une volonté de concertation et d'abnégation, la chute dans l'abîme d'Haïti ne peut que continuer. À nouveau, le pays a un rendez-vous avec le destin qu'il ne saurait rater encore une fois, car cela risque bien d'être le dernier.

Daniel Holly

L'auteur est professeur de science politique et membre du Centre Études internationales et mondialisation de l'UQAM.

Catégorie : Éditorial et opinions

Sujet(s) uniforme(s) : Chefs d'États et de gouvernements; Politique extérieure et relations internationales

Taille : Long, 945 mots

© 2004 La Presse. Tous droits réservés.